

Conférence des Parties sur le climat Les dessous des négociations

Innocent M'BADOUMA
Paris / France

Les négociations sur le climat, qui se sont ouvertes hier à Paris, s'apparentent à un marathon de deux semaines à l'issue, pour l'instant, incertaine. Dans cette arène aux multiples écueils, les négociateurs gabonais sont invités à batailler pour faire passer la position de leur pays : un accord universel, au besoin contraignant.

APRÈS les chefs d'Etat et de gouvernement, le tour revient aux experts de prendre les manettes de la négociation. Nul ne peut prédire le résultat à l'issue des négociations sur le climat qui ont débuté hier. On sait seulement que les négociateurs (souvent des spécialistes), mandatés par chaque Etat au sein d'un comité d'experts intergouvernemental, n'auront pas de repit. Que leurs journées seront longues (jusqu'à 22 heures pour les plus tenaces), que chaque pays devrait se faire représenter dans des groupes thématiques qui débattent pratiquement aux mêmes heures. Ces négociations portent sur un document d'environ 50 pages de bonnes intentions, avec des références faites au climat et aux thèmes connexes. Il sera question d'adopter

un texte définitif, avec des articles. Lesquels soutiennent les grandes orientations que la planète entend donner à sa future politique écologique.

Si, à l'unanimité, les chefs d'Etat et de gouvernement ont salué, lundi, la nécessité de s'inquiéter du réchauffement climatique, l'opinion critique reste sceptique quant à la volonté de certains d'entre eux à convertir leurs bonnes intentions en accord contraignant.

De nombreux analystes estiment que cet enthousiasme public ne doit pas faire oublier l'influence des ficelles invisibles tirées en coulisse. Certains blocages sont d'ordre politique. A l'exemple du congrès américain, à majorité républicaine, hostile à toute signature par le président Obama, d'un quelconque accord contraignant.

L'autre goulot d'étranglement est économique. Aucun dirigeant n'est mandaté pour aller à l'encontre du développement et de la croissance de son pays. On voit là, l'influence des lobbys industriels tapis dans l'ombre. Certains pays sont un frein à un accord contraignant. La Chine, premier émetteur de gaz à effet de serre - 9020 tonnes de dioxyde de carbone par tête d'habitant par an, devant les Etats-Unis, 5306 tonnes/hbt par an-, sou-



Photo : AFP

Les intérêts économiques et politiques guident la position de chaque pays.

haite ne pas compromettre son développement économique. Et la lutte contre le climat a ses mauvais élèves.

Les plus connus sont: le Canada et l'Australie qui ont remis des contributions de réduction de gaz jugées décevantes par des écologistes. La Turquie, plutôt que de baisser ses émissions, projette de les augmenter d'ici à 2030. Tributaire du pétrole, l'Arabie saoudite ne veut pas entendre parler d'une date pour l'arrêt des énergies fossiles.

DÉBAT• Les points de divergences existent. Un exemple : 2 ou 1,5 degré ? En effet, le but de l'accord éventuel se résumerait,

selon les travaux préparatoires de la COP 21, à s'accorder sur le plafond de limitation. Ainsi, l'article dit ceci : « *Les parties reconnaissent que des réductions importantes dans les émissions de gaz à effet de serre sont urgentes, dans le but de réduire ses émissions à un niveau qui permettrait de contenir la hausse de la température moyenne [sous les 2 degrés] [sous 2 ou 1,5 degré]* ». Seule l'option rédigée

entre crochets dans le texte restait donc à trancher : se fixer une ambition à 2 degrés ou introduire dans le texte l'objectif de 1,5 degré cher aux pays les plus vulnérables au réchauffement climatique, comme les Maldives pour qui, à 2 degrés, ce pays n'est guère à l'abri d'un engloutissement sous les eaux. L'objectif de 1,5 degré a été soutenu lundi par le président améri-

cain, Barack Obama.

MOTEUR• Une chose est certaine, si les hommes politiques tirent le frein, le moteur de l'action appartient au secteur privé. Présent au Bourget, Bill Gates vient de créer un fonds écologique qui va faciliter le financement des entreprises dans les énergies propres.

Conscient de son avance technologique sur les énergies éoliennes (obtenues à partir du vent), l'Inde vient de lancer l'alliance internationale pour l'énergie solaire au bénéfice des pays possédant un taux d'ensoleillement élevé: « *Le marché va trancher* ».

Quand les producteurs d'énergie fossiles n'auront plus des clients, il vont mourir ou virer de l'eau à l'écologie.

Un autre levier de pression proviendrait aussi de la société civile et des territoires. La société civile gabonaise est présente à la COP 21.

Côté officiels gabonais, on est optimiste sur un accord. Toutefois, il est encore trop tôt pour conclure à un accord contraignant.

Eclairage

Chiffres et lexique de la COP 21

I.M'B
Paris/France

3: le nombre de ministres gabonais présents à l'ouverture de la COP 21: le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, Emmanuel Issozet Ngondet; le ministre du Développement durable, Régis Immongault et celui de la Protection de l'environnement, Flore Mistoul.

3 minutes: la durée maximale accordée par l'ONU à chaque chef d'Etat pour faire sa déclaration. A quelques exceptions près, nombreux sont ceux qui ont largement débordé le chrono imparti.

11 décembre : date à laquelle doivent d'achever les négociations de Paris. En coulisses, d'aucuns estiment qu'un débordement d'un jour n'est pas à exclure.

40 000 : c'est le nombre des participants à la COP 21 de Paris, soit trois fois le nombre d'habitants de la ville de Makokou.

Qu'est-ce que la COP 21 ?

C'est l'appellation de la "Conférence des Parties". En anglais : Conference Of the Parties (COP). Tous les ans, 195 pays y prennent part, avec comme objectif de discuter et trouver un accord pour limiter

le réchauffement du climat. Outre les leaders politiques, on retrouve parmi les participants, des personnes inquiètes du devenir de la planète (ONG, experts, chercheurs). C'est la 21e fois que ce beau monde se réunit. D'où COP 21. La 22e conférence se tiendra à Marrakech, au Maroc, en décembre 2016.

A Paris, les pays envisagent de changer leurs habitudes pour limiter à 2 degrés la hausse de la température. Sinon, ce sont des catastrophes écologiques qui vont se traduire par des fontes de glace au pôle nord, l'augmentation du niveau des eaux, les inondations, l'engloutissement des régions côtières, les sécheresses, le tsunami, etc.

Conseil national climat

Ce Conseil prend en ce moment une part active aux négociations sur le climat à Paris et milite pour un accord universel à la COP 21. C'est l'organisme créé par le président de la République Ali Bongo Ondimba, au sortir de la Conférence des parties de 2009, à Copenhague. Placé sous l'autorité du chef de l'Etat, cet organisme piloté par un président, Etienne Makaga Massard, et un Secrétaire permanent, a pour principale mission de formuler le Plan climat du Gabon, de manière à coordonner, avec efficacité, les réponses que le Gabon entend apporter aux défis climatiques actuels.

LES FETES LES PLUS Stylées

EN CE MOMENT 20 000^{FCFA} LE DECODEUR

86 00
10007 DUNE COMMUNICATION LOCALE SELON VOTRE OPERATEUR
CANALPLUS-AFRIQUE.COM

LES BOUQUETS CANAL+